

Contexte

La paix et la sécurité sont des conditions essentielles au développement durable et au bien-être humain. Pourtant, les conflits armés, la criminalité organisée et l'instabilité politique continuent de bouleverser les sociétés : plus de 110 millions de personnes ont été déplacées de force dans le monde en 2024 (HCR) et le nombre de conflits armés a doublé au cours des cinq dernières années, faisant plus de 233.000 morts (projet ACLED - Armed Conflict Location & Event Data).

En 2024, une personne sur huit vivait dans une zone touchée par un conflit. Selon le rapport États de fragilité 2025 de l'OCDE, les pays en situation de fragilité ou de conflit représentent jusqu'à 40 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde - un chiffre qui illustre l'ampleur des impacts socio-économiques de l'insécurité.

Ces dynamiques ne mettent pas seulement des vies en danger : elles érodent la gouvernance, alimentent les inégalités, mettent à rude épreuve les écosystèmes tout en entravant l'accès aux services essentiels. Une réaction efficace requiert bien plus qu'une simple gestion des crises : la prévention des conflits, la stabilisation et la consolidation de la paix doivent s'attaquer aux causes profondes, et pas seulement aux symptômes. Renforcer la paix et la sécurité constitue ainsi une priorité stratégique de la coopération internationale, en permettant des réponses collectives aux menaces transnationales et en consolidant la résilience à long terme.



© Enabel - Jildas Djidjoho Salomon

Nos priorités

L'approche d'Enabel en matière de sécurité est ancrée dans la stratégie plus large des Affaires étrangères belges et dans le nexus 3D (Diplomatie, Défense, Développement), qui favorise la cohérence et la collaboration entre acteurs belges. Cet engagement se traduit par cinq priorités stratégiques :

Renforcement de la sécurité humaine et de l'État de droit

Enabel appuie les institutions du secteur de la sécurité à améliorer l'accès équitable aux services publics et à rétablir la confiance entre les citoyen·nes et les autorités. L'un des principaux objectifs est d'augmenter la proportion de personnes qui se sentent en sécurité au sein de leur communauté et qui sont satisfaites de leurs interactions avec les services de sécurité publique.

Prévention des conflits et consolidation de la paix

Enabel promeut des approches sensibles aux conflits pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des communautés. Ces efforts visent à prévenir l'émergence et l'escalade de conflits violents en s'attaquant aux causes profondes et en favorisant la cohésion sociale.

Lutte contre la criminalité transnationale organisée

Enabel collabore avec des partenaires belges et internationaux pour renforcer les capacités des acteurs de la sécurité, en ce compris les unités de police et les fonctionnaires des douanes. Il s'agit notamment de promouvoir la coopération régionale et d'appuyer les mécanismes de lutte contre le trafic illicite et les réseaux criminels.

Réforme du secteur de la sécurité

Dans le droit fil des normes internationales, Enabel soutient les réformes institutionnelles qui améliorent la gouvernance, la redevabilité et la prestation de services. Nous assurons cette formation en fournissant l'équipement, l'assistance technique et la sensibilisation.

Promotion de l'action intégrée

Enabel a recours au nexus humanitaire-développement-consolidation de la paix pour rassembler acteurs et financements autour d'objectifs communs et d'une analyse conjointe des fragilités. Cette approche combine la protection immédiate de la population, le rétablissement des services publics essentiels, et la prévention et transformation des moteurs de conflit - afin de parvenir à des avancées durables en matière de sécurité.

Nos services

Gouvernance, redevabilité et engagement communautaire

- Renforcement des mécanismes de surveillance interne et externe ;
- Appui à la lutte contre la corruption, à la protection des droits humains et à la transparence ;
- Promotion de la police de proximité et de la gestion des crises ;
- Soutien à la participation de la société civile et à la planification de la sécurité locale ;
- Appui aux mécanismes locaux de prévention et de résolution des conflits, tels que les commissions foncières ;
- Collaboration avec des acteurs non étatiques, y compris des initiatives communautaires en matière de sécurité.

Appui institutionnel aux acteurs de la sécurité

- Renforcement des capacités de la police, de la protection civile, des douanes et des forces armées ;
- Réforme des ressources humaines, des systèmes de formation et des procédures opérationnelles ;
- Appui dans le cadre d'enquêtes criminelles, aux services de police scientifique et à la gestion du renseignement ;
- Gestion des crises et adaptation face à l'extrémisme violent et à la criminalité organisée ;
- Cadres de cybersécurité et renforcement des capacités numériques ;
- Sécurité des ports et des aéroports (p. ex., brigades canines).

Notre expérience

Appui à la réforme de la police nationale congolaise

En République démocratique du Congo, le projet PARP appuie la réforme et la professionnalisation de la police nationale congolaise. Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par un consortium dirigé par Enabel avec le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité - Genève et Coginta, il renforce la police nationale congolaise par le biais d'une planification stratégique, d'un soutien opérationnel et de formations. Une étape majeure a été franchie avec la transformation de l'Académie de police (ACAPOL), d'une installation inutilisée en une académie de police pleinement fonctionnelle, grâce à un investissement de 1,2 million d'euros dans des formations, des voitures, de l'équipement et du mobilier. Le projet s'est aligné sur les priorités nationales en matière de réforme et a permis d'obtenir l'adhésion

des responsables politiques, ce qui s'est traduit par des changements juridiques et institutionnels garantissant à l'académie de disposer désormais d'un budget opérationnel.

Le projet PARP encourage de même le dialogue entre la police et les communautés : cette approche contribue à restaurer la confiance du public et à garantir la redevabilité de la police non seulement envers sa hiérarchie, mais aussi les communautés qu'elle sert.

Réduction des conflits liés aux ressources grâce à la gouvernance de l'eau au Mali

Dans les régions de Ségou et de Mopti au Mali, le projet PAFHa+ s'est attaqué aux conflits récurrents liés aux ressources en eau en appuyant la création de Conseils de Pêche et d'Aquaculture (CPA) dans 12 communes. Ces organes représentatifs ont négocié et formalisé des conventions de pêche locales ancrées dans la loi et la coutume, permettant de la sorte un accès équitable aux ressources et une résolution pacifique des conflits. L'initiative a bénéficié d'un appui politique national et de réformes législatives, tandis que son approche participative a garanti une grande appropriation locale. En conséquence, les conflits ont considérablement diminué, les écosystèmes se sont rétablis et les ventes organisées de poisson ont généré de nouveaux revenus pour les services communautaires, en matière de santé et d'éducation notamment.

L'expertise d'Enabel

Le code QR donne accès à l'offre complète de notre expertise : Santé mondiale - Protection sociale - Éducation et formation - Développement économique et d'entreprises - Systèmes alimentaires - Gestion des ressources naturelles, Biodiversité - Gouvernance climatique - Transition énergétique - Eau - Construction écologique - Développement urbain - Mobilité humaine - Sécurité - Justice - Gouvernance financière et administrative.

enabel.be - open.enabel.be

